



L' AISNE ROUGE



Feuille départementale de la LCR 02 (Ligue Communiste Révolutionnaire) — N°3 — Avril-Mai 2006

CHERBOURG, 30 000 CONTRE L'EPR

CHERBOURG, 15 et 16 avril 2006 : 30 000 manifestants

Pourquoi sommes-nous si nombreux contre l'implantation d'une nouvelle centrale nucléaire "EPR" ?

- Parce que la politique énergétique qui concerne tout le monde est décidée et appliquée sans concertation,

- Parce qu'en France, le parc nucléaire est déjà trop important et que nos besoins en énergie ne nécessitent pas une nouvelle installation,

- Parce que le système "EPR" dit nouveau n'apporte pas plus de sécurité. De plus la centrale prévue à Flamanville devra être équipée pour fonctionner de lignes électriques à très haute tension,

- Parce qu'il est possible d'utiliser des énergies alternatives (éoliennes, solaire...) créatrices d'emplois, non polluantes et moins onéreuses,

- Parce que nous n'avons pas le droit de mettre en péril la santé et la vie des générations futures...

Pas de centrale à Flamanville, pas de recherche sur la fusion (Carradache). Nos vies valent plus que leur profit ! Continuons la mobilisation. Marie-Claude

BREVES

✓ **Grève à la maison de retraite départementale de Laon.** Gonflés par la victoire sur le CPE, les salariés de la maison de retraite, à l'appel du syndicat SUD, ont fait une grève d'une heure au moment du Conseil d'Administration, le 13 avril, contre la précarité et pour l'emploi. Ils ont gagné 4 titularisations décidées à l'issue d'un CA quelque peu perturbé !

✓ **A Soissons, le collectif pour une gauche populaire et antilibérale** continue et s'élargit : les Verts viennent de la rejoindre. Ce comité est issu du Collectif pour un NON de gauche au référendum sur le traité européen. La LCR en fait partie, comme l'ARG, le PCF, le MRC ainsi que des syndicats CGT et SUD. Le collectif était présent sur la fête de la CGT, sur le mail, à Soissons, le 1^{er} mai.

✓ **Collectif de Défense des Sans papiers de l'Aisne : Un parrainage républicain,** concernant deux familles Rom aura lieu le **samedi 13 mai 2006, à 15 h.** à la **mairie de Bray-en-Laonnois.** Nous appelons donc tous ceux qui pensent que chaque être humain a le droit de vivre dignement là où il se trouve, à se joindre à nous.

✓ **A Saint-Quentin et à Soissons, des jeunes** prennent contact avec la JCR : organisation de jeunesse de la LCR.

✓ **LE CPE, PREMIERE VICTOIRE :** voir au dos →

LE COUP DE GUEULE DE MIC

Mais maman, je ne veux pas d'OGM dans mon assiette...

TAIS-TOI ET MANGE !

Alors que près de 80 % des Français refusent les OGM, comme à son habitude, le pouvoir politique fait la sourde oreille. 57 % des sénateurs viennent d'autoriser la culture des OGM, sans garanties sérieuses pour notre environnement. Evidemment, comme on nous le répète régulièrement, ce n'est pas la rue qui gouverne ! Mais ils ont oublié de nous dire que c'étaient plutôt les grosses firmes de l'agroalimentaire, les seules à vraiment profiter de la culture d'OGM. Des intérêts financiers énormes sont en jeu, et comme à l'accoutumée, ni la destruction systématique de notre environnement, ni la qualité de vie de millions de personnes, ni même les risques conséquents que nous faisons prendre aux futures générations ne feront reculer ceux qui ne vivent que pour le profit.

Du CPE nous ne voulons pas, des OGM nous ne voulons pas, de la précarité nous ne voulons pas !

Mais si nous ne nous révoltons pas, au nom du profit, nous devrons toujours subir les décisions des puissants.

Alors debout et luttons !

MIC



CE QUE PROPOSE LA LCR

(Extraits des 10 mesures d'urgence pour une politique anticapitaliste)

Notre environnement et nos vies nous appartient

• Les cultures OGM en plein champ doivent être interdites. Il faut sortir du nucléaire. Et au-delà, c'est à la société de décider de ce qui doit être produit.

• Qu'il s'agisse de l'armement, du nucléaire ou de la chimie, les productions inutiles et dangereuses pour les salariés et l'environnement doivent être interdites et les groupes producteurs doivent assumer les reconversions nécessaires. La sécurité industrielle exige des mesures radicales qui retirent le pouvoir absolu aux actionnaires et donne le pouvoir de décider et de contrôler aux populations.

Voir le texte complet des 10 mesures d'urgence sur le site de la LCR : http://www.lcr-rouge.org/article.php3?id_article=1460



Pour contacter la LCR (Ligue Communiste Révolutionnaire) :

- Par courriel : **lcr02@laposte.net**
- Par téléphone : 06.32.69.47.12
- Site Internet de la LCR : <http://www.lcr-rouge.org/>

LES JEUNES ONT FAIT PLIER LE GOUVERNEMENT !

UNE VICTOIRE QUI PREPARE DE NOUVELLES MOBILISATIONS !

Deux mois de luttés, de grève, le dynamisme et la démocratie du mouvement de la jeunesse, avec le soutien et les énormes manifestations unitaires de salariés, ont fait trébucher Villepin, Chirac et Sarkozy sur le CPE.

C'est une victoire politique, une victoire de l'unité et de la volonté collective de dire NON quand le pouvoir prétend imposer ses diktats. Une victoire et un encouragement pour continuer la lutte.

TOUS ENSEMBLE CONTRE LA PRÉCARITÉ ET LE CHÔMAGE!

Après le CPE, c'est au CNE, le « Contrat nouvelle embauche » à qui il faut « faire la peau » selon l'expression de Bernard Thibault. Le CNE, c'est la même chose que le CPE, dans les entreprises de moins de 20 salariés.

Il faut aussi « faire la peau » à cette sale loi dite d'« égalité des chances ». Cette loi autorise, à nouveau, le travail de nuit des adolescents de 15 ans. Elle peut supprimer les allocations familiales si les enfants ne se conduisent pas bien. Elle rabaisse l'âge de l'apprentissage, excluant de fait le droit à une scolarité normale pour tous.

La mobilisation de la jeunesse est un refus de la précarité et du chômage.

Cela fait 30 ans que tous les gouvernements mettent en place des « Contrats jeunes », des stages bidons. Ces contrats temporaires sont autant d'attaques pour détruire le droit à un emploi stable et correctement payé, le CDI dans le secteur privé, ou les postes de titulaires dans le public.

L'embauche dans les services publics, où les besoins sont immenses, l'embauche dans les entreprises, sans précarité, sans intérim, sans contrats imposés à temps partiel avec des salaires de misères, la réduction générale du temps de travail sans baisse des salaires, permettraient de répartir le travail entre toutes et tous pour en finir avec le chômage.

Chacun à droit à un travail, il faut interdire tous les licenciements et imposer une véritable sécurité du travail.

TOUS ENSEMBLE AVEC LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS!

Après la gifle du CPE, Sarkozy, qui avait su si bien lâcher Villepin, tente de reprendre la main en se livrant, à une déclaration de guerre contre les travailleurs immigrés et sans papiers. Il chasse, en vue de l'élection présidentielle, sur les terres boueuses de Le Pen. Au nom de la politique dite « d'immigration choisie », choisie en fonction des intérêts des patrons, comme toujours, Sarkozy défend un projet de loi CESEDA (Code d'entrée et de séjour des étrangers et du droit d'asile ». Ce projet de loi aggrave et fragilise la situation des immigrés. Il s'inscrit dans la politique de précarisation de l'ensemble du monde du travail et suscite la plus large indignation. Il ne faut pas laisser Sarkozy manoeuvrer au détriment des travailleurs les plus faibles, les plus en difficulté. Manifester notre solidarité, le faire reculer est l'intérêt de tous.

JEUNES, PRÉCAIRES, CHÔMEURS, TRAVAILLEURS FRANÇAIS, IMMIGRÉS, TOUS UNIS

Dans les universités et les lycées, beaucoup de jeunes restent mobilisés, s'organisent, font de la politique pour agir défendre leurs intérêts, ceux du monde du travail. Dans les organisations syndicales, dans les entreprises, leur dynamisme provoque discussions et débats sur les moyens d'inverser le rapport de force, de mettre un coup d'arrêt aux reculs sociaux, à la politique de ce gouvernement brutal, discrédité et minoritaire.

Ce premier mai a été l'occasion de manifester pour dire notre volonté d'en finir avec la précarité et le chômage qu'ils touchent les travailleurs français ou immigrés.

UN NOUVEAU PAS VERS UN MOUVEMENT D'ENSEMBLE DE LA JEUNESSE ET DES TRAVAILLEURS.

